



FRANCE

Proviseurs et principaux de collège « sur le qui-vive » face au coronavirus

Les chefs d'établissement s'inquiètent de la gestion de la crise sanitaire. Les situations locales sont très disparates.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Ils sont, dans la grande majorité des cas, ravis d'avoir de nouveau pu accueillir tous leurs collégiens et lycéens à la rentrée. Le port du masque, assurent-ils, ne pose pas de problème. Mais la suite les inquiète, à lire l'enquête du principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN, présentée mercredi. Selon cette étude, à laquelle 20 % des établissements (collèges ou lycées) ont répondu, l'inquiétude domine (41 % d'entre eux) ou, à tout le moins, l'extrême « vigilance » (57 %).

L'état d'esprit des proviseurs de lycée et principaux de collège s'explique par des situations compliquées à gérer en cette période de crise sanitaire, et qui risquent de l'être de plus en plus. « Pour l'instant, ça va, mais dans quelques semaines, on va avoir des cas de Covid qui vont se mêler aux rhumes et aux laryngites », explique Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN. *Je ne sais pas comment on va gérer cela. Les chefs d'établissement sont sur le qui-vive, à la fois inquiets et vigilants.* »

Seuls face à des décisions
Sur le papier, tout est prévu. L'Éducation nationale a publié des fiches la semaine dernière.

Sauf que, localement, les réalités sont très différentes. Dans l'académie de Lille, par exemple, tel cas de Covid avéré d'un élève de BTS n'a conduit à aucune mesure particulière tandis qu'un autre cas dans un autre établissement a eu pour conséquence de renvoyer chez eux tous les élèves d'une même classe.

Les autorités locales divergent aussi sur l'appréciation de ce qu'est un cas contact, selon les chefs d'établissement. Lorsque des collèges ou des lycées sont confrontés à des cas de Covid, le contact avec le trio Agence régionale de santé (ARS)-préfecture-rectorat n'est pas partout identique. Dans l'académie d'Aix-Marseille, deux responsables Covid sont par exemple les interlocuteurs uniques des chefs d'établissement. Mais « il n'y a pas beaucoup de M. ou Mme Covid », déplore Philippe Vincent.

« Des chefs d'établissement vont se retrouver seuls à devoir prendre des décisions, il y a un grand mystère dans certains endroits sur ce qu'on doit faire », relève Pascal Bolloré, proviseur dans l'académie de Créteil. Proviseurs de lycée et principaux de collège doivent parfois attendre de 48 à 72 heures « entre l'annonce d'un cas confirmé de Covid et le moment où l'on nous dit ce qu'on



doit faire », relève le SNPDEN.

Que dire aux élèves, aux enseignants et aux parents, par ailleurs, lorsque des cas sont détectés dans l'établissement ? *« C'est à chacun de choisir jusqu'où il va, rétorque Philippe Vincent. On a des débats entre nous, mais il paraît préférable de jouer la transparence et la réalité des faits plutôt qu'on nous accuse ensuite de cacher des choses et que cela nous revienne en boomerang par les réseaux sociaux. »*

« Angle mort »

Se pose aussi la question des collégiens et lycéens qui, dans l'attente de la réponse au test Covid, ne vont pas en cours, d'autant que les délais de réponse aux tests sont souvent longs. C'est *« un angle mort »* de la situation actuelle, pointe Philippe Vincent.

Parmi les inquiétudes figure enfin celle du retour à *« l'hybridation de masse »*, autrement dit de l'enseignement à distance en cas de reconfinement. Pour l'heure, tous les élèves qui rencontrent des difficultés et ont besoin d'une remise à niveau devraient pouvoir bénéficier des 1,5 million d'heures supplémentaires annoncées par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Mais seul un tiers des établissements en dispose réellement. *« Notre technostructure ne fonctionne pas, elle n'est pas fichue d'assurer les engagements du ministre »*, déplore Philippe Vincent. ■